



DIRECTION ET GOUVERNEMENT METTENT LEUR PLAN À EXÉCUTION !

Après les annonces ministérielles du 23 mai annonçant la liquidation de Fret-SNCF, main dans la main Direction et Gouvernement mettent leur plan à exécution.

Le processus de désengagement des 23 flux est lancé, y compris le train des primeurs !

Transfert du public au privé et report vers la route, telle est leur feuille de route.

La direction de Fret SNCF obéit le doigt sur la couture aux injonctions du Gouvernement, en faisant partir les courriers de désengagement des 23 flux faisant partie du plan de discontinuité travaillé de concert et avec préméditation, depuis au moins 2020, soit avant même le lancement de la procédure européenne pour aides d'État illégales contre Fret SNCF.

► Leur véritable plan c'est le transfert au privé !

En réalité, le tandem aux manettes de cette liquidation s'est saisi de l'opportunité que représentait cette procédure européenne, pour accélérer la privatisation du rail français. Ces 23 flux vont donc soit être repris par d'autres opérateurs, soit remis sur la route ! Comble de l'opération, DB Cargo France (ex-ECR), filiale de la DB pourrait être le grand bénéficiaire de l'opération en se positionnant sur ces flux. Pourtant cette entreprise est elle-même visée par une procédure similaire de la commission, mais ne semble pas vouloir liquider sa filiale fret en Allemagne.

► Le train des primeurs sabordé !

Même le train des primeurs Perpignan-Rungis, couvert par un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le Gouvernement a été sabordé. Comme pour les 23 autres flux, le désengagement au 31/12/23 a été acté par un courrier au chargeur. Cette circulation pourrait donc s'arrêter en fin d'année !

Pour rappel, la reprise du train des primeurs avait été actée en septembre 2021 avec date de remise en circulation le 22 octobre 2021 et un contrat d'une durée de trois ans. Celui-ci devait être prolongé d'une année mais l'avenant n'a jamais été signé.

► Un bricolage de dernière minute, mais pour le privé !

Conscient du risque de report sur la route, le Gouvernement a bricolé à la hâte un nouvel AMI et publié au bulletin officiel le 28 juillet 2023. La Direction de FRET SNCF, n'entend pas pour l'heure postuler à cet AMI, considérant que cela remettrait en cause le deal passé entre la commission et le Gouvernement pour liquider et privatiser Fret SNCF. Ce même Gouvernement ne fait rien concernant la destruction imminente de wagons frigorifiques conventionnels, qui pourraient permettre la relance d'un second train.

► Commission d'enquête parlementaire : les masques tombent !

Une commission d'enquête de l'Assemblée nationale doit commencer ses travaux début septembre. Ce Gouvernement n'a même pas la décence de respecter ce temps parlementaire avant de mettre en œuvre son funeste plan.

NOUS NE LAISSERONS PAS LIQUIDER FRET SNCF !

D'ores et déjà la CGT appelle à une journée de grève nationale, tous services, le mardi 26 septembre 2023.

